



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.6/47/L.4  
13 octobre 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session  
SIXIEME COMMISSION  
Point 131 de l'ordre du jour

### RAPPORT DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA VINGT-CINQUIEME SESSION

Australie, Autriche, Brésil, Canada, Danemark, Espagne,  
Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Guinée,  
Hongrie, Italie, Myanmar, Norvège, Pays-Bas, Suède,  
Tchécoslovaquie et Turquie : projet de résolution

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le  
droit commercial international sur les travaux de  
sa vingt-cinquième session

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2205 (XXI) du 17 décembre 1966, par laquelle elle a créé la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international en lui donnant pour mandat d'encourager l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international et, ce faisant, de prendre en considération l'intérêt qu'ont tous les peuples, particulièrement ceux des pays en développement, à un large développement du commerce international,

Réaffirmant sa conviction que l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international, en réduisant ou en supprimant les obstacles juridiques au courant des échanges internationaux, notamment ceux auxquels se heurtent les pays en développement, contribueraient de façon appréciable à l'établissement d'une coopération économique universelle entre tous les Etats, sur la base de l'égalité, de l'équité et de la communauté d'intérêts, ainsi qu'à l'élimination de la discrimination dans le commerce international et, partant, au bien-être de tous les peuples,

Soulignant qu'il importe que des Etats se trouvant à tous les niveaux de développement économique et appartenant à des systèmes juridiques différents participent à l'harmonisation et à l'unification du droit commercial international,

Ayant examiné le rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-cinquième session 1/,

Consciente de la contribution précieuse que fournira la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, notamment en ce qui concerne la diffusion du droit commercial international,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-cinquième session;
2. Note avec une satisfaction particulière que la Commission a terminé et adopté la Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux;
3. Recommande à tous les Etats, du fait qu'il nécessaire d'uniformiser le droit applicable aux virements internationaux, d'envisager d'adopter une législation s'inspirant de la Loi type;
4. Notant avec une satisfaction particulière que la Commission a terminé et adopté le Guide juridique de la CNUDCI pour les opérations internationales d'échanges compensés;
5. Recommande aux parties qui font des opérations internationales d'échanges compensés d'utiliser le Guide juridique;
6. Recommande aussi de ne négliger aucun effort pour faire largement connaître le Guide juridique et pour qu'il soit possible de se le procurer;
7. Note avec satisfaction l'entrée en vigueur, le 1er novembre 1992, de la Convention des Nations Unies de 1978 sur le transport des marchandises par mer (Règles de Hambourg) et prie le Secrétaire général d'intensifier ses efforts pour encourager un plus grand nombre d'Etats à adhérer à la Convention;
8. Réaffirme que la Commission, en tant que principal organe juridique du système des Nations Unies dans le domaine du droit commercial international, a pour mandat, de coordonner les activités juridiques dans ce domaine afin d'éviter un gaspillage d'efforts et de favoriser l'efficacité, la cohésion et la cohérence dans l'unification et l'harmonisation du droit

commercial international et, à cet égard, recommande que la Commission continue, par l'intermédiaire de son secrétariat, à coopérer étroitement avec les autres organes et organismes internationaux, y compris les organismes régionaux, qui s'occupent du droit commercial international;

9. Réaffirme l'importance, en particulier pour les pays en développement, de l'oeuvre que la Commission accomplit en matière de formation et d'assistance dans le domaine du droit commercial international et réaffirme qu'il est souhaitable que la Commission parraine des séminaires et des colloques afin de promouvoir cette formation et cette assistance, et, à cet égard :

a) Remercie la Commission d'avoir organisé deux séminaires sur le droit commercial international - l'un à Suva (Fidji), au mois d'octobre 1991, et l'autre à Mexico, au mois de février 1992 - ainsi que les gouvernements dont les contributions ont permis à ces séminaires d'avoir lieu;

b) Invite les gouvernements, les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, les organisations, les institutions et les particuliers à verser des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale pour les colloques de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et, le cas échéant, pour financer des projets spéciaux et aider de toute autre manière le secrétariat de la Commission à financer et organiser des séminaires et des colloques, en particulier dans les pays en développement, ainsi que pour accorder des bourses à des candidats de pays en développement de façon à leur permettre de participer à ces séminaires et colloques;

10. Remercie la Commission d'avoir organisé dans le cadre des activités de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, pendant la dernière semaine de sa vingt-cinquième session, tenue à New York du 4 au 22 mai 1992, un congrès sur le thème "Un droit commercial uniforme au XXI<sup>e</sup> siècle", à l'occasion duquel ont pu être utilement évalués les progrès réalisés jusqu'ici vers l'unification et l'harmonisation du droit commercial international et qui aidera la Commission et d'autres organisations qui travaillent à l'unification et à l'harmonisation du droit commercial international à orienter leurs travaux futurs;

11. Invite de nouveau les Etats qui ne l'ont pas encore fait à envisager de signer ou de ratifier les conventions élaborées sous les auspices de la Commission, ou d'y adhérer.

-----